

Jean-Marc

**Jancovici**

Dormez tranquilles  
*jusqu'en* **2100**

et autres



**malentendus**  
sur le **climat**  
et l'**énergie**

Odile  
Jacob

## CHAPITRE 1

# La croissance reviendra puisque'elle est indispensable

Votre courbe du chômage est trop haute ? Votre taux d'investissement un peu bas ? Votre production s'essouffle et vos exportations flageolent ? On détecte une petite faiblesse du côté de la construction ? Votre déficit public, par contre, a pris de l'embonpoint ? Quelques inégalités se développent de manière inquiétante ? Et peut-être même faites-vous un peu trop d'inflation ou trop peu, allez savoir ? De toute façon, quelle que soit la pathologie économique dont vous souffrez, le remède est simple : vous avez besoin d'un bon petit coup de croissance, économique bien sûr. La croissance, c'est ce que vendaient autrefois les bonimenteurs de foire avec leur élixir de Jouvence : le produit miracle qui cure tous les maux, soigne toutes les affections. Quelque chose va de travers dans le monde économique ? Il suffit de faire (re)venir la croissance !

Quand on sait de quoi se compose le PIB, et que l'on a la charge des affaires publiques, désirer la croissance est un réflexe logique. En effet, ce PIB – ou produit intérieur brut – représente la valeur monétaire cumulée de tout ce qui est produit dans l'année : biens de consommation, biens d'équipement, services (santé, enseignement, assurance, banque, cinéma, télécommunications...). S'il y a croissance, c'est qu'il y a davantage de biens et de services produits, qui

seront ensuite disponibles pour la consommation et les investissements. Si nous regardons les choses de manière plus « physique », le PIB est construit de telle sorte que quand il y a « croissance » il y a plus de mètres carrés construits (et donc moins de problèmes de logement si la population est par ailleurs en hausse), plus de voitures produites, et donc plus de mobilité, plus de frigos et de lave-linge, et donc plus de confort domestique, plus d'ordinateurs et de téléphones, et donc moins de « fracture numérique », plus de services hospitaliers disponibles, et donc moins de problèmes d'accès aux soins, etc.

Comme l'argent ne paye que les hommes qui travaillent ou possèdent des ressources à transformer, mais pas la nature qui met à notre disposition des carrières de calcaire, des sols cultivables, des mines de fer, des gisements de pétrole, de la neige en hiver et le code génétique du hêtre, le PIB mesure aussi la somme des revenus perçus par les « agents économiques » d'un pays (salariés du privé, entreprises, État) dans le cadre du processus de production.

Un monde en croissance signifie aussi que, chaque année, la somme globale des revenus augmente. Il est alors raisonnablement facile de trouver de l'argent pour ceux qui n'en ont pas encore assez – ou qui le pensent, ce qui en démocratie revient au même –, sans pour autant rien enlever aux autres. En période de croissance, on peut donc consacrer plus de moyens aux handicapés sans diminuer ceux qui vont aux transports scolaires ou aux services d'aide aux personnes âgées ; l'hôpital peut gérer de nouvelles pathologies sans pour autant renoncer à celles déjà prises en charge ; il y a de quoi investir dans de nouvelles énergies ou de nouvelles prisons sans baisser ce que l'on mettait déjà dans les routes, les trains, les lycées, les avions de chasse et l'augmentation du nombre de tribunaux. La croissance, c'est donc un monde rêvé pour le candidat aux voix quand le jeu consiste à se faire élire en promettant un peu plus de tout à tout le monde !

À l'opposé, la disparition de la croissance, c'est à coup sûr des courbes de popularité au plancher. Dans ce monde-là, comme le total de ce qui est gagné est stable ou décroissant, il devient

arithmétiquement impossible de donner un plus gros morceau ici sans diminuer celui que l'on donnait là. Dans ce monde-là, plus de valeur ajoutée pour les grandes entreprises, c'est moins pour les PME<sup>1</sup>, plus d'emplois n'est possible – en moyenne – qu'avec un salaire plus bas, ou moins de bénéfices pour l'entreprise... et alors des capacités d'investissement qui baissent et une rémunération de l'épargne qui diminue. Pas de croissance, et donc des recettes constantes ou en diminution pour l'état ou les collectivités locales, cela signifie aussi que plus de médecins ou de juges engendre nécessairement moins de policiers ou d'enseignants, sauf à trouver transitoirement de l'argent en s'endettant... ce qui est la tactique adoptée par toutes les démocraties depuis les chocs pétroliers, mais même cette recette a ses limites, comme nous le verrons plus bas. Dans ce monde, tout nouveau projet, qui demande nécessairement des moyens qui n'existaient pas avant, suppose par construction l'abandon d'autre chose ailleurs.

Pour le coup, ce genre de situation ne fait pas du tout l'affaire du candidat aux voix, qui, quel que soit le parti, n'a en général que le costume du père Noël dans sa garde-robe. L'absence de croissance viendra alors contrarier les deux principales promesses qu'il a envie de faire : du rab de sucettes pour tout le monde, et des comptes publics bien portants.

Commençons par le second point. Le PIB, techniquement, représente l'essentiel de la base fiscale. Quasiment tous les prélèvements obligatoires sont assis sur une fraction du PIB, c'est-à-dire que leur produit est proportionnel à une partie du flux annuel créé par l'économie. C'est le cas de la TVA (proportionnelle à la consommation, qui est un flux annuel), de l'impôt sur le revenu (et le revenu est annuel...), de celui sur les bénéfices, de la CSG (qui est aussi assise sur les revenus), des taxes sur les carburants, des charges sociales (retraites, chômage, maladie), ~~des droits de~~

1. Rappelons que les valeurs ajoutées sont cumulatives pour former le PIB : si ce dernier est constant et qu'une catégorie d'acteurs occupe plus de place, alors les autres en auront moins.